

Conférence générale n°1

Fonctions, instances et outils de l'aménagement urbain

Pr. Marcello Balbo
Istituto Universitario di Architettura di Venezia

La réflexion sur les perspectives de l'aménagement urbain que l'on peut avancer à partir des processus en cours nous amène à proposer l'hypothèse que, sous la poussée de différents facteurs, le scénario dans lequel se situent l'urbanisation et la croissance urbaine dans les années à venir va être très différent de celui du passé, même du passé récent. Par conséquent un changement assez profond doit se produire en ce qui est le rôle, les capacités et les instruments de l'aménagement urbain pour que ceci puisse s'adapter aux nécessités nouvelles posées par la ville et son fonctionnement.

Le cadre général est celui d'une urbanisation croissante de la population. Dans tous les pays du monde, y compris et surtout dans les pays en développement, la ville montre une force d'attraction incontournable. Bien que cela ne soit qu'une fiction statistique, pour la première fois dans l'histoire, la population mondiale est officiellement devenue à majorité urbaine et selon les prévisions des Nations Unies dans les vingt-cinq ans à venir la population urbaine du Sud du monde va doubler.

Souvent l'objectif des gouvernements a été de contrer l'urbanisation, sur la base de l'hypothèse que la concentration de la population est un facteur de déséquilibre et une entrave au développement national. Toutefois, depuis quelques années, sous l'impulsion en particulier d'organismes internationaux comme la Banque Mondiale, les gouvernements ont commencé à adopter une attitude quelque peu différente, reconnaissant le rôle propulseur de la ville et des activités que s'y déroulent.

L'urbanisation est donc non seulement un processus irréversible, mais elle représente un facteur dynamique et essentiellement positif pour le développement, et la ville en est l'expression concrète, avec les nombreux problèmes mais aussi les énormes potentialités dont elle est porteuse.

Le contexte dans lequel se déroulent la croissance et les transformations urbaines est très différent par rapport aux conditions qui avaient présidé à l'urbanisation dans la deuxième partie du XXème siècle. Il s'agit d'un changement dont les effets sur les conditions dans les villes, les systèmes de relations spatiales et les modalités d'intervention sont déjà perceptibles. Les éléments principaux de ce nouveau contexte sont:

- i) L'intensification et l'élargissement de la concurrence comme système de production et distribution de biens et services, y compris les services traditionnellement considérés comme d'intérêt public. La privatisation des services publics locaux (eau, électricité, transports en commun, télécommunication), qui s'accompagne de nouvelles stratégies de libéralisation, postule un déplacement radical de l'aménagement, qui désormais se doit beaucoup plus gestionnaire que réglementaire;
- ii) la mondialisation, avec la substitution de systèmes d'échanges interétatique avec des réseaux transnationaux sur lesquels l'emprise des instances nationales prend de moins en

moins d'importance. En même temps, et de manière paradoxale seulement en apparence, le dépassement des frontières étatiques et des barrières géographiques rendu possible par les nouvelles technologies de communication a des retombées directes sur l'espace, en premier lieu sur la ville et son organisation économique, sociale et physique;

- iii) la décentralisation, stratégie adoptée à l'heure actuelle pratiquement dans tous les pays du monde, par laquelle on attribue aux gouvernements locaux la responsabilité de répondre aux demandes de la mondialisation et à ses conséquences sur la société locale et son espace.

Les conséquences sur les stratégies et les pratiques d'aménagement sont de nature différente, complexes et difficiles à comprendre. Toutefois on peut essayer d'en identifier un certain nombre:

- élaborer un véritable "projet urbain" autour duquel la Municipalité, acteur premier mais non exclusif de la politique urbaine, puisse rallier les intérêts et les capacités des autres acteurs;
- définir la place de la ville dans le jeu complexe de la compétition urbaine aux différentes échelles, régional, national et international;
- disposer d'outils d'aménagement de type stratégique, définissant projets et priorités d'intervention sans en définir nécessairement la localisation, mais fondés par contre sur un consensus et une participation les plus vastes possibles pour que l'on puisse assurer leurs viabilité économique, sociale et politique;
- promouvoir la productivité de la ville, de manière à stimuler le développement économique, dont la ville est le moteur principal;
- mettre en place les interventions pour réduire la pauvreté urbaine, en premier lieu les infrastructures et les services pour permettre aux populations à bas revenu de disposer de meilleures conditions de vie et de faire face aux effets de polarisation de la mondialisation;
- disposer de capacités techniques et professionnelles capables de prendre en charge le défi d'une gestion urbaine qui ne peut plus avoir comme objectif simplement l'organisation de l'espace, mais qui doit pouvoir compter sur la participation de tous les acteurs au développement local.